

*Questions orales*

[Français]

**LA RECHERCHE**

**M. David Berger (Saint-Henri—Westmount):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

J'ai dans les mains une lettre du président du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie qui a écrit récemment au président des universités canadiennes pour les informer, et je cite: «Que des restrictions budgétaires pourraient obliger le Conseil à réduire le nombre de chercheurs subventionnés par le fédéral».

Dans le Budget, le ministre des Finances prétend que pour augmenter la productivité, il faut investir dans la formation et la compétence des Canadiens. Le ministre peut-il expliquer comment une réduction dans le nombre de chercheurs financés par le fédéral aidera à rencontrer les objectifs décrits dans son Budget?

[Traduction]

**L'hon. William C. Winegard (ministre des Sciences):** Monsieur le Président, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie recevra cette année une hausse totale de quelque 4,8 p. 100. Dans les circonstances actuelles, je crois que c'est une hausse raisonnable.

Je me suis entretenu avec le président du CRSNG à ce sujet. D'après ce que je crois comprendre, le conseil affectera une plus grande part de son budget aux dépenses de fonctionnement et aux bourses et fera des réductions dans certains autres secteurs. C'est essentiellement ce que le député voulait savoir.

**M. David Berger (Saint-Henri—Westmount):** Monsieur le Président, encore une fois, j'ai ici une lettre dans laquelle le président du conseil affirme que les compressions budgétaires obligeront vraisemblablement le CRSNG à réduire le nombre de chercheurs qu'il subventionne. Cette lettre a été envoyée récemment aux présidents des universités d'un bout à l'autre du pays.

Je tiens à rappeler au ministre que le comité de spécialistes créé par le premier ministre lui-même a recommandé, il y a deux ans, que le budget de la recherche universitaire au Canada soit doublé. Je tiens à lui poser une question.

Étant donné qu'un tel investissement ferait augmenter la productivité, favoriserait la croissance et contribuerait à réduire le déficit, le ministre va-t-il enfin s'engager, au nom du gouvernement, à fournir les fonds dont on a tant besoin pour la recherche universitaire et la formation des chercheurs dans tout le pays?

**L'hon. William C. Winegard (ministre des Sciences):** Monsieur le Président, je crois que la plupart des Canadiens se rendent compte que, si nous ne réglons pas le problème de la dette nationale et ne réduisons pas les taux d'intérêt ainsi que la valeur du dollar, le montant accordé au CRSNG ou au CRM n'aura pas vraiment d'importance. Il n'y aura pas de financement de base pour les universités, et c'est là le coeur de la question.

\* \* \*

**LA CONSTITUTION**

**M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre et a trait à l'avenir constitutionnel de notre pays.

Étant donné les débats tenus le week-end dernier à Montréal sur le Rapport Allaire, que la Commission Bélanger-Campeau fera bientôt rapport et qu'un comité de sous-ministres fédéraux étudie des questions comme le partage des pouvoirs, je veux demander au vice-premier ministre si le temps n'est pas maintenant venu pour les députés à la Chambre, ceux de son parti, du mien et du Parti libéral, d'examiner des questions constitutionnelles importantes comme les droits des autochtones et le partage des pouvoirs.

Étant donné que le comité chargé d'étudier la formule de modification commencera à se déplacer et à tenir des audiences publiques la semaine prochaine, ne pourrait-on pas songer à élargir le mandat du comité pour lui faire étudier non seulement la formule de modification, ce qui est important, mais pour permettre aussi aux Canadiens de parler de l'unité nationale sans se préoccuper du processus ni de la teneur?

Le temps n'est-il pas venu de le faire?

**L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, rien n'empêche les députés à la Chambre d'étudier des questions importantes liées à notre avenir constitutionnel. En fait, c'est ce que font beaucoup d'entre eux.